

Les questions de l'antisémitisme, du racisme, et des débats qu'elles soulèvent

Note au CEN – Christian Picquet – 11 juin 2019

- 1. Nous assistons à une recrudescence d'actes antisémites depuis des années.** Les controverses qui surgissent parfois sur la réalité des statistiques ne peuvent conduire à ignorer les faits : on relève une multiplication des manifestations de haine sur les réseaux sociaux ; des lieux de culte sont souillés et des cimetières sont régulièrement profanés ; des tags et des agressions physiques visent des Juifs ou réputés tels ; onze personnes ont été assassinées ces dernières années parce que Juives. Dans une déclaration publiée au nom de notre parti, le 12 février, Fabien Roussel a mis en évidence la racine de ce climat dangereux : comme toujours, lorsque s'ouvre une crise politique et sociale aussi forte que celle que traverse la France, certains s'emploient à y trouver des boucs-émissaires. Plus précisément, 30 ans de déferlement néolibéral dans notre pays et en Europe ont eu pour conséquences de faire reculer la place de la puissance publique, de creuser les fractures sociales et territoriales, de fragmenter la société au point que certains analystes puissent aujourd'hui parler d'un « archipel français », de détruire les services publics, d'affaiblir le mouvement ouvrier, d'encourager le discrédit de la politique et des partis, d'encourager les pires confusions idéologiques, de faciliter la désintégration de la citoyenneté. Comme l'a écrit Delphine Horvilleur, « *l'antisémitisme prospère toujours là où l'armature et le lien social se fissurent* ».
- 2. De par l'histoire, la haine des Juifs a une spécificité :** elle n'a pratiquement pas connu de répit au fil des siècles, et elle s'est exprimée à l'échelle du globe entier. En Europe, elle reste à tout jamais associée à d'innombrables vagues de persécutions, à une longue suite de pogroms, au génocide hitlérien. En France, elle a systématiquement recoupé l'action des droites réactionnaires contre les principes d'égalité et de fraternité de la République, s'illustrant tout particulièrement par la contribution active du gouvernement de Vichy à la « *Solution finale* ». Cela explique la peur diffuse qui s'empare de nombre de Français juifs devant la recrudescence des actes antisémites, même si la situation n'est pas comparable aux années 1930 et, *a fortiori*, à la période de l'Occupation. C'est la raison pour laquelle il est indispensable, comme le mouvement ouvrier l'a systématiquement fait depuis l'affaire Dreyfus, et pour un courant comme le nôtre en ce qu'il est l'héritier des combats de la Résistance, de se porter en première ligne de la lutte contre l'antisémitisme.
- 3. La remontée de la haine antijuive a plusieurs sources.** Contrairement à la vision que d'aucuns voudraient imposer dans le débat public, on ne saurait en exonérer l'extrême droite. De tout temps, par-delà les précautions de langage qu'elle peut être contrainte d'adopter, celle-ci s'est identifiée à des politiques ethnocistes se fondant sur la haine de l'Autre et la stigmatisation de diverses populations en raison de leur origine. Dans les périodes de crises sociales et politiques aiguës, les forces se rattachant à cette tradition se sont toujours caractérisées par leur volonté de faire dériver les exigences populaires de justice et d'égalité vers le repli nationaliste et l'obsession identitaire, concourant ainsi à exacerber les divisions parmi les classes travailleuses et populaires. En faisant du Juif – dénoncé, au choix, comme apatride et comploteur, riche et porteur de décomposition des sociétés où il vit, mû par l'appât du gain et animé par la volonté d'exercer une domination occulte sur son environnement –, mais aussi de l'étranger, du réfugié ou du Rom les

responsables de tous les maux de la société, elle fait en sorte de préserver les véritables auteurs de crise : le capital et des gouvernants à leur service.

4. **Plus précisément, aujourd'hui, tout atteste de l'implication de groupes fascistes ou néonazis dans les violences antijuives des dernières semaines.** Les croix gammées tracées sur les portraits de Simone Veil ou sur les tombes de défunts juifs (ainsi que sur les sièges de plusieurs de nos fédérations ou sections), ou encore le terme « Juden » peint sur la devanture d'une enseigne parisienne, signent sans conteste l'origine de cet antisémitisme qui s'assume de nouveau. La réunion des chefs de ces mouvements, à Rungis, le 19 janvier dernier, avec la présence parmi eux de représentants de la mouvance Dieudonné-Soral, les a vus en appeler à orienter le mouvement des « gilets jaunes » contre les « *cosmopolites* » et les « *LGBT* » dont ils ont appelé à « *épurer* » la France. Négliger ce danger, au moment où précisément l'extrême droite grandit en puissance partout en Europe, jusqu'à se retrouver au pouvoir dans plusieurs pays, revient à affaiblir la vigilance citoyenne et le rapport de force qu'il faut impérativement lui opposer.
5. **Formuler ce constat ne revient pas, pour autant, à ignorer l'existence des courants extrémistes et intégristes agissant en direction des populations de culture ou de religion musulmanes,** courants qui sont eux-mêmes à l'origine d'actes antijuifs ou de campagnes négationnistes (ces dernières étant d'ailleurs inspirées des théories conspirationnistes traditionnellement véhiculées par l'extrême droite). Ceux-là dissimulent leur idéologie ultraréactionnaire derrière la revendication de libération de la Palestine, la dénonciation virulente du « *sionisme* », ou l'exigence de justice pour le monde arabo-musulman face à l'« *Occident* ». Ce faisant, ils encouragent les pires replis communautaristes. Et ils ne font que renverser, à partir de leur propre vision du monde, les postulats par lesquels la droite néoconservatrice théorisa en son temps l'existence d'un « *choc des civilisations* », pour mieux justifier une mondialisation marchande et financière imposant ses lois et ses prédatons à l'ensemble de la planète. Rien de bon ne peut sortir des idéologies qui dressent les peuples les uns contre les autres, encouragent les paniques identitaires autant que les replis fondamentalistes. Pour cette raison, d'où qu'il vienne, quelles que soient les causes dont il se revendique, l'antisémitisme ne rencontrera jamais de notre part la moindre complaisance. Il doit toujours être combattu avec la même détermination, ce qui appelle la formation de très larges fronts unitaires, tel celui que nous avons contribué à mettre en place, dans toute la France, le 19 février. Un appel récent de personnalités de gauche (publié par *Libération* du 19 mars), que beaucoup de dirigeants de notre parti ont signé, vient d'ailleurs de souligner le caractère crucial de cette approche.
6. **Si l'antisémitisme possède une spécificité du fait de sa place particulière dans l'histoire, le combat contre ses résurgences régulières ne saurait, évidemment, être dissocié de la mobilisation qu'il convient d'opposer en permanence à toutes les formes de racisme,** à toutes les discriminations fondées sur l'origine, la couleur de la peau, la religion. Dans le contexte d'une globalisation capitaliste détruisant les économies et les conditions de la vie humaine sur une large partie de la planète, sous l'effet également de politiques néolibérales aggravant constamment les injustices dans les pays développés comme le nôtre, de larges secteurs de la population, originaires de l'immigration post-coloniale et de religion ou de culture musulmanes, doivent au quotidien affronter ségrégations sociales, inégalité des droits, phénomènes de ghettoïsation territoriale, stigmatisation culturelle. Les campagnes orchestrées à droite et à l'extrême droite contre les migrants, comme la politique d'un gouvernement qui ne cesse d'amplifier les discriminations et se refuse à créer les conditions d'un accueil digne des réfugiés arrivant

en Europe, alimentent un climat nauséabond. Le racisme, qu'il soit le fait de groupes idéologiquement structurés ou qu'il découle de choix gouvernementaux, procède d'un rapport de domination qui divise les sociétés au détriment de l'indispensable unité des exploités et opprimés. Une et indivisible, la lutte antiraciste est, en cela, au cœur du combat communiste pour l'émancipation humaine.

7. **Au nom de la multiplication des actes antijuifs, une opération politique d'envergure s'est déployée depuis plusieurs années, et elle a été spectaculairement relancée au cours des dernières semaines.** Il nous faut en prendre la pleine mesure, car elle a pour conséquence de brouiller les véritables enjeux et de nuire gravement au combat contre tous les racismes. Pour discréditer le mouvement des « gilets jaunes », on l'accuse, du côté des soutiens du macronisme, de porter l'antisémitisme « *en son cœur* ». Pour conforter l'idée que nous serions bien en présence d'une guerre des civilisations, dans une large frange de la droite et à l'extrême droite, on impute aux quartiers populaires et à leurs habitants musulmans la responsabilité première des exactions commises contre des Juifs. Et, pour mieux minoriser la lutte pour la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien, les partisans de Benyamin Netanyahou en France amalgament cyniquement la moindre critique de la politique de ce dernier à de l'antisémitisme déguisé (ce qui leur permet, en outre, d'accroître les réflexes de peur parmi les Français juifs et de les inviter à émigrer en Israël, où on espère qu'ils conforteront la colonisation des territoires palestiniens occupés). Emmanuel Macron est même, récemment, allé jusqu'à leur prêter main forte, en déclarant que « *l'antisionisme est l'une des formes modernes de l'antisémitisme* », un certain nombre de députés de son parti manifestant, dans le même esprit, l'intention de faire voter une loi faisant de « *l'antisionisme* » un nouveau délit. Que cette tentative ait finalement avorté n'atténue en rien sa gravité...
8. **Nous sommes là, clairement, en présence d'une instrumentalisation.** Parce que la détestation des Juifs ne s'est exprimée que marginalement dans la mobilisation des « gilets jaunes » (même si toute dérive, et il y en a eu, quelle que soit son ampleur, doit être dénoncée), et que les sondages font même apparaître que l'adhésion aux idées racistes n'y est pas plus forte que dans le reste de la société. Parce que, si des courants se référant à un projet théologico-politique intégriste s'illustrent bien par une propagande obscurantiste et raciste dans un certain nombre de villes ou quartiers populaires, l'antisémitisme (ou la complaisance à son égard) se manifeste dans bien d'autres secteurs, à l'extrême droite on le sait, et jusque dans la sphère intellectuelle où on a vu des éditeurs vouloir rééditer les textes abominables d'un Céline ou d'un Maurras. Parce qu'il est indigne de confondre toute mise en cause de la politique des dirigeants israéliens avec une intention cachée de s'en prendre aux Juifs dans leur ensemble en les assimilant à l'État d'Israël : comme n'importe quel État du globe, Israël ne saurait être mis à l'abri de la critique de ses dirigeants.
9. **C'est dans ce contexte que la question du « sionisme » et de « l'antisionisme » divise dangereusement à gauche** (on l'a vu lorsqu'une série de petits courants ont, à Paris, organisé une manifestation hostile au grand rassemblement parisien contre l'antisémitisme) et, plus encore, que des mouvements (ultraminoritaires) sont apparus, flirtant avec l'antisémitisme au nom d'un combat revendiqué contre le racisme qui frappe les musulmans comme l'immigration post-coloniale. La plus grande clarté s'impose donc, éclairée notamment par les tragédies de l'histoire. Le projet visant à construire une nouvelle réalité nationale juive en Palestine est né au XIX^e siècle en référence aux textes bibliques, et il se voulait la réponse à la situation des Juifs au sein d'une Europe en proie

aux pogroms. Cherchant sa légitimité dans l'essor des mouvements nationaux à cette époque, il fut d'abord vivement critiqué par la grande majorité des courants juifs, à commencer par ceux se revendiquant du mouvement ouvrier. Ces derniers contestaient à la fois sa prétention à devenir la solution au problème de la place des Juifs dans des sociétés où ils subissaient exclusions et persécutions. Et ils soulignaient le danger que la colonisation de la Palestine représentait, si elle s'opérait (comme cela s'est passé) à travers un état de guerre permanent, justifiant l'expulsion d'une partie des populations arabes qui y vivaient et aboutissant à la négation pure et simple des droits nationaux des Palestiniens. Le projet sioniste fut d'ailleurs très vite, dès le début du XX^e siècle, récupéré par les puissances tutélaires du Proche et du Moyen-Orient, qui l'intégrèrent au remodelage de la région qu'elles entendaient mettre en œuvre dans le cadre des nouveaux rapports de force issus du premier conflit mondial. Il finit néanmoins par s'imposer, auprès d'une majorité de Juifs, à la suite du génocide nazi : les survivants européens de la Shoah étaient alors devenus porteurs de la terrible mémoire de l'abandon des diasporas du continent (et de la destruction de la plupart d'entre elles à l'Est), et ils virent dans la proclamation d'Israël un élément d'autodéfense.

10. **C'est dans cette configuration que l'ONU reconnut le nouvel État en 1948, dans le cadre d'un plan de partage** qui reçut le soutien de notre parti et de l'essentiel des forces progressistes à l'échelle du globe (ce partage ne devait cependant jamais voir le jour). Par la suite, la relation d'Israël aux différentes diasporas s'affermir et s'étendit, même si les phénomènes d'émigration demeurèrent circonscrits à des situations particulières de dangers ou de persécutions des Juifs. Les convulsions actuelles de l'ordre du monde (marquées par la multiplication des guerres et tensions militaires, la montée en puissance de l'intégrisme réactionnaire dans les pays majoritairement musulmans et la recrudescence de l'antisémitisme en de nombreux points du globe) ne peuvent que conforter cette relation ambivalente à l'État d'Israël. Inversement, la spoliation dont est victime le peuple palestinien, la fuite en avant ethniciste et religieuse de la droite israélienne, et le soutien dont la politique de force ouverte de Netanyahou bénéficie de la part des États-Unis et de leurs alliés se heurtent désormais à une large opposition dans l'opinion mondiale. Delphine Horvilleur le souligne justement dans un ouvrage récent : *« La perte de sympathie du monde (à l'égard d'Israël) n'est pas sans lien avec les choix politiques de ses dirigeants ou les dérives ultranationalistes ou messianiques d'une partie de sa classe politique. »* Cette situation peut se révéler lourde de dangers : instrumentalisé et détourné contre les Juifs, assimilés aux gouvernants israéliens, ce ressentiment peut muer en une haine criminogène. Cette extrême complexité, et la vigilance qu'elle implique, doivent être maîtrisées par notre parti, s'il veut rendre efficace son combat pour un monde de justice, de démocratie et de paix. La lutte pour le rétablissement du peuple palestinien dans ses droits fondamentaux est inséparable d'un combat intransigeant contre l'antisémitisme.
11. **De nos jours, « l'antisionisme » peut être compris de trois façons.** Il peut se vouloir la continuation du refus de l'existence même d'Israël, mais, comme l'indique justement Rony Brauman, il s'agit là désormais d'une *« opinion abstraite car après tout cet État existe »*, et elle n'a plus *« aucune portée pratique »*. *« L'antisionisme »* peut aussi devenir le faux-nez de l'antisémitisme, mais il n'est dans ce cas pas difficile de le démasquer et de renvoyer ses auteurs devant les tribunaux afin qu'ils y soient sévèrement condamnés (les saillies de Dieudonné, camouflant en *« antisionisme »* sa détestation virulente des Juifs, ont été sanctionnées par la justice, sans qu'il y ait besoin de nouveaux textes législatifs pour y parvenir). Il peut enfin désigner l'opposition à la colonisation de la Cisjordanie, au blocus

de Gaza, à la politique d'apartheid du pouvoir israélien, sans pour autant que cela aboutisse à contester la réalité et l'existence d'Israël. Dans ce dernier cas, il se révèle inapproprié de parler « *d'antisémitisme* », mais il est surtout scandaleux de chercher à frapper d'infamie celles et ceux qui, au nom du droit et de toutes les résolutions des Nations unies depuis des décennies, agissent en faveur de la seule solution susceptible de conduire à une paix juste entre Palestiniens et Israéliens : deux États souverains coexistant dans les frontières de 1967, Jérusalem-Est devenant la capitale de l'État de Palestine. C'est la position du Parti communiste français, qui agit en coopération avec les organisations palestiniennes partageant cette démarche, ainsi qu'avec les forces de paix en Israël. Nous ne saurions y déroger, quelles que soient les pressions et campagnes qui nous visent.

12. **C'est sur cette base que se pose la question de sanctions internationales contre le gouvernement israélien, tant que se trouveront bafouées toutes les résolutions des Nations unies.** La campagne pour le « boycott », telle que nous la soutenons et qui fait l'objet de tant de controverses, vise exclusivement les produits des colonies illégalement implantées dans les territoires occupés. Elle ne concerne donc ni le peuple israélien, ni ses sportifs, scientifiques ou artistes. Puisque le pouvoir de Netanyahu viole sans vergogne le droit international, le contraindre à renoncer à sa politique de force ouverte suppose de lui appliquer des sanctions. Comme on se devrait de les mettre en œuvre contre tout gouvernement agissant de la même façon, n'importe où dans le monde. Et comme une autre campagne de « boycott » cherchait à le faire afin d'en finir avec le régime d'apartheid en Afrique-du-Sud. La première des sanctions nécessaires serait d'ailleurs la suspension de l'accord d'association liant l'Union européenne à Israël, suspension qu'a votée le Parlement européen en 2004, et qu'aucun gouvernement du continent n'a ensuite appliquée. Elle est également indissociable de l'exigence de reconnaissance, par la France, de l'État de Palestine, qui a là aussi fait l'objet d'un vote de l'Assemblée nationale au cours de la précédente législature.